

LES COMPTES ÉCONOMIQUES EN 1999



Unité des Comptes Nationaux, IHSI

Ralentissement du rythme de la croissance

La situation économique au cours de l'année fiscale 1998-1999 s'est révélée moins satisfaisante comparativement à l'année précédente où le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) a, en termes réels, été évalué à 3.1%. La croissance de 2.3% de cette année implique donc une régression de 0.8% de points de pourcentage.

Les bons résultats enregistrés au niveau des services marchands, en particulier dans la branche Transport et Communications qui a connu une très forte augmentation de sa valeur ajoutée, n'ont pu compenser totalement les contre performances de l'agriculture et de l'industrie. Aussi les secteurs primaires et secondaires ont – ils accusé des évolutions plutôt timides, inférieures à celles de l'exercice 1997-98 soit respectivement 1.6% et 5.4% contre 2.2% et 6.6%.

La situation socio-politique caractérisée par des problèmes institutionnels a eu de sérieuses conséquences sur l'évolution globale de l'économie. L'absence d'un parlement fonctionnel a entravé la poursuite des réformes engagées dans le cadre de la modernisation des Entreprises Publiques et la mise en oeuvre d'un ensemble de projets d'investissement. Le programme d'action gouvernemental (PAG) élaboré par le gouvernement afin de soutenir la croissance et l'emploi n'a pu, compte tenu des contraintes financières, atteindre tous les résultats escomptés.

Malgré tout, le cadre macroéconomique n'a pas connu de grand déséquilibre; les autorités économiques sont parvenues à contrôler certains paramètres fondamentaux de l'économie. Les principaux indicateurs économiques n'ont pas fait état d'une dérive ou d'absence totale de maîtrise. Le taux d'inflation a atteint 9.9% en glissement annuel, le taux de change est resté en moyenne relativement stable et les rentrées fiscales de l'Etat continuent de progresser, ce qui a permis au gouvernement de procéder à un ajustement des salaires des fonctionnaires de l'Administration Publiques et de réaliser le financement de plusieurs activités d'investissement à partir de ressources nationales.

Contribution des secteurs d'activités dans la formation du produit intérieur brut

Faible croissance du secteur primaire

Le secteur primaire composé des branches agriculture, sylviculture, élevage, pêche et industries extractives a connu une légère baisse dans son rythme de croissance à cause du ralentissement de la production agricole qui est l'activité prépondérante du secteur primaire.

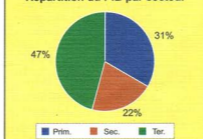
La branche agriculture qui représente environ 25% du produit intérieur brut a connu au cours de l'année une évolution contrastée. Le premier semestre de cet exercice fiscal a été marqué par le passage du cyclone Georges au début de l'exercice fiscal et la maladie de la paille noire qui a affecté la produc-

tion rizicole. Ces deux événements ont influencé négativement le rendement de l'agriculture haïtienne durant la première saison. Néanmoins, au second semestre, la bonne saison pluvieuse joint aux investissements réalisés dans les infrastructures agricoles durant les années 1996-97 et 1997-98 a favorisé une bonne récolte dans la production agricole, notamment des produits

vivriers, des fruits et des légumes compensant en partie les mauvais résultats du premier semestre. Sur l'année, la valeur ajoutée de l'agriculture s'est donc accrue de 1.8%.

Les industries extractives (composées en majorité de l'extraction de sables et de graviers) sont d'une manière générale tributaire des activités du secteur de la construction et par conséquent évoluent suivant la même tendance de ce secteur. Pour cette année encore, les activités d'extraction de minerais non métalliques ont connu des résultats positifs, avec une croissance de 5.8% de leur valeur ajoutée. Cette branche quasi informelle, constitue une activité assez lucrative en raison du faible coût d'exploitation. C'est aussi une des causes de sa forte expansion. Elle représente également une source d'emplois pour les manoeuvres et autres ouvriers sans qualification.

Répartition du PIB par secteur



1 - Déclaration du Ministre de la Planification, journal le Nouvelliste du mardi 12 octobre 1999 # 35815

Baisse significative des activités du secteur industriel

Le secteur industriel dans son ensemble connaît depuis plus de dix ans une baisse régulière. Cette baisse est imputable essentiellement aux industries tournées vers le marché local, car depuis près de trois ans une nette relance est observée au niveau de la sous-traitance.

La valeur ajoutée des industries manufacturières qui était chiffrée à 660 millions de gourdes constantes au début des années quatre vingt dix est tombée en 1998-1999 à 339.2 millions de gourdes ce qui représente une chute de 48.6 %.

Selon les entrepreneurs fabriquant des produits destinés au marché local, les difficultés qui entravent le développement de leurs activités en Haïti persistent et connaissent même une certaine acuité. A côté de la hausse des coûts des intrants du fait des contraintes structurelles qui rendent les produits nationaux moins compétitifs, ils doivent faire face à l'insécurité. Cette situation a provoqué ou bien la suspension pure et simple des activités de production ou une reconversion dans le secteur commercial vers des activités moins contraignantes et/ou exigeant un plus faible niveau d'investissement.

En dépit de la reprise de la production de farine dans le pays par Les Moulins d'Haïti qui, de janvier à septembre 1999, a totalisé un volume de vente de plus de 900 milliers de sacs de farine de 100 livres, la valeur ajoutée de la sous branche produits alimentaires a faiblement évolué (116.1 millions de gourdes en 1998-99 contre à 114.9 en 1997-1998 soit une hausse de 1.0%). Ceci s'explique par le fait que la production des autres produits, comme l'huile comestible, le

beurre et les produits laitiers, classés également dans cette rubrique, ont accusé des baisses substantielles allant de 3 à 9 %.

La fabrication de boissons et de tabacs a souffert fortement de la présence sur le marché local des produits similaires importés. Les valeurs ajoutées de ces branches ont respectivement augmenté de seulement 0.8 % et 0.3 % contre 5.3 % et 0.7 % en 1997-98. Les importations de boissons gazeuses se sont accrues de manière considérable rendant difficile l'écoulement des produits locaux qui récemment approvisionnaient presque intégralement le marché national.

De même, les **Produits chimiques et en caoutchouc** ont totalisé en 1998-99 une valeur ajoutée de 36.1 millions de gourdes contre 36.6 millions en 1997-98, soit une baisse de 1.5%, ramenant ainsi cette branche à son niveau de 1996-97. Il est important de souligner le fait que la croissance enregistrée au niveau de cette branche au cours de l'exercice précédent a été purement conjoncturelle, étant donné qu'elle était due à la reprise des activités d'une importante entreprise de produits pharmaceutiques jusqu'alors en arrêt de fonctionnement. Les résultats de cette année correspondent par conséquent au comportement tendanciel de cette branche caractérisée par une diminution de la production durant les quatre dernières années.

La transformation des métaux et les industries diverses ont également enregistré une régression dans leur rythme de croissance de 3.6% à 0.6% pour le premier et de 3.9 % à 0.3% pour le second.

Par contre, influencée par la demande provenant des BTP, la production des **Produits minéraux non métalliques** qui comprend : les blocs, briques et autres matériaux de construction a augmenté de 9.4%.

Poursuite de la tendance à la hausse de la production de la branche Textile, Habillement et Cuir

La tendance à la hausse de la production des entreprises de sous-traitance s'est poursuivie au cours de l'année 1998-1999. Influencée par la forte

demande des pays occidentaux en particulier des Etats Unis d'Amérique, la valeur ajoutée de ces entreprises s'est accrue de 5% en volume. Les chiffres d'exportations de ces produits vers les Etats-Unis confirment le bon comportement de ces industries. En effet, les exportations des produits de la sous-traitance vers les Etats Unis ont, selon la BRH, totalisé 258.9 millions de dollars américains contre 211.8 millions l'année précédente, ce qui représente une hausse en valeur nominale de 22.2%.

C'est donc dans ce contexte que l'on peut situer le dynamisme que dénote la branche **Textile, Habillement et Cuir** qui a accusé au cours de cet exercice fiscal une hausse d'environ 4.2 % de sa valeur ajoutée après les 4.3% d'augmentation de 1997-98. Toutefois il convient de signaler que la croissance soutenue de cette branche depuis ces trois dernières années demeure encore nettement en dessous de son niveau de 1991.

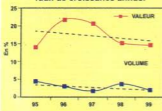
Efforts insuffisants dans la production des services de base

La valeur ajoutée à prix constant de la **branche électricité et eau** a affichée une croissance de 1.6 % en passant de 42.1 millions de gourdes à 42.8 millions en 1998-1999.

Des efforts timides ont été entrepris au niveau de la production et de la distribution de l'énergie électrique. En effet, la production totale d'électricité a été chiffrée à 639.5 millions de Kwh contre 633.4, marquant ainsi une légère hausse de 0.9%. Ce résultat découle essentiellement de l'augmentation de la production thermique qui est passée de 368.1 millions de Kwh à 373.9 millions, soit une hausse de 1.5%, à la suite des réparations effectuées au niveau de quelques centrales thermiques tombées en panne en 1998. La production hydroélectrique de son côté a quasiment stagné. De 265.2 millions de Kwh en 1998, elle est passée à 265.6 millions en 1999. En ce qui a trait à la production et distribution d'eau une sensible amélioration a également été observée.

Selon les statistiques fournies par la Centrale Autonome Métropolitaine d'Eau Potable (CAMEP) la production a augmenté en moyenne de 66.6% sur

EVOLUTION DU PIB
Taux de croissance annuel



ces cinq dernières années en passant de 80 mille à 120 mille mètres cubes par jour. Des investissements de l'ordre de 50 millions de dollars ont été réalisés permettant une extension du réseau de distribution de l'ordre de 58%.

Ces efforts demeurent malgré tout nettement insuffisants par rapport à la demande qui est particulièrement élevée.

Croissance continue mais moins prononcée de la construction

Depuis l'année 1994-1995 la branche **Bâtiment et Travaux Publics** demeure la plus dynamique avec une croissance soutenue. Son importance n'a cessé de croître. De 6.2 % du PIB en 1990-1991 les BTP représentent en 1998-1999 environ 13.4% soit deux fois plus que les industries manufacturières et en troisième position après l'agriculture et le commerce. S'il est vrai que les BTP connaissent un ralentissement dans leur rythme de croissance, car avec les 8% de cette année on est loin des progressions de plus de 17 % de 1995-1996, il n'en demeure pas moins qu'elle reste un domaine privilégié pour les agents économiques désireux de se prémunir contre les risques de dépréciation monétaire et d'incertitudes économiques, sociales et politiques.

Bonne performance des activités de services marchands

Les principales branches produisant des services marchands ont accusé, à l'exception des **Restaurants et Hôtels** tout de la valeur ajoutée a chuté de 2.3%, des résultats positifs.

En effet la valeur ajoutée à prix constant de la branche transport et communication a été estimée à 112.1 millions de gourdes contre 98.2 millions en 1997-98. C'est en réalité la sous branche communication qui est à l'origine de cette progression de 14.2%. L'implantation de trois nouvelles compagnies de téléphone offrant des services de téléphonie mobile a occasionné cet élan exceptionnel que connaît cette branche. Dans le même temps, si l'on se réfère aux statistiques du crédit consenti par le système bancaire publié par la Banque Centrale on constate que le montant de crédits

PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR SECTEUR (En millions de Gourdes de 1975-1976)

Branche d'activité	1994-95	1995-96	1996-97*	1997-98**	1998-99**
Agric., Sylvic., Elev. et Pêche	1395,2	1390,5	1364,2	1393,4	1415,6
Industrie Extractives	7,4	8,1	8,9	9,5	10,0
Industries Manufacturières	314,5	321,8	324,2	334,2	339,2
Electricité et Eau	38,4	42,7	41,8	42,2	42,9
Bâtiments et Travaux publics	398,2	466,8	520,3	568,5	613,9
Com., restaur. et Hôtels	597,5	600,4	605,3	622,9	637,3
Transports et Communications	93,2	96,0	96,6	98,2	111,9
Autres services marchands	551,4	560,9	568,9	579,9	591,4
Services non Marchands	811,7	821,2	820,4	829,5	815,6
PIB au coût des facteurs	4207,4	4308,2	4350,5	4478,3	4577,7
Plus Impôts et Taxes à l'importation	127,2	142,6	160,7	174,4	183,9
PIB au Px du marché	4334,6	4450,8	4511,2	4652,6	4761,7
Taux de croissance en %	4,4	2,7	1,4	3,1	2,3

Source: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

Note: *Semi-définitifs **Provisaires - ***Estimations

alloués aux communications a atteint à la fin de septembre 1999 114.2 millions de gourdes contre 2.6 millions en septembre 1998.

En ce qui concerne les autres services marchands, il convient de mentionner les résultats satisfaisants des **Institutions Financières** qui affichent une croissance de 4.3% contre 3.9% l'exercice précédent. L'expansion des services bancaires s'est poursuivie et s'étend même au niveau des autres villes de province du pays. Malgré le marasme des activités du secteur productif le secteur financier est resté très dynamique depuis plus de quatre ans tant au niveau des emplois créés que des investissements réalisés. Les **affaires immobilières** ont connu le même taux de croissance que l'année dernière soit 2.4% tandis que les **services à la collectivité** ont progressé de 1.2%.

Du côté des services non marchands la tendance a été de préférence à la baisse. La réduction des effectifs dans la fonction publique a occasionné une diminution de la valeur ajoutée des Administrations Publiques et du même coup, de la branche non marchande en termes réels de 1.7%. C'est ce qui explique que le taux de progression du secteur tertiaire soit seulement de 1.2% en dépit du bon comportement des services marchands.

Décélération de la demande globale

Dopée par la forte croissance de la demande extérieure (21 %), la demande globale avait au cours de l'exercice 1997-1998 accusé une augmentation en termes réels de 7.9% . Au cours de l'année 1998-1999 elle est tombée à 4.1 % en raison de la régression du rythme d'évolution de la demande interne et externe.

La consommation finale qui regroupe la consommation marchande des Ménages, et celle non marchande des Institutions Sans But Lucratif et des Administrations Publiques a progressé en volume de 3.4 % contre 4.4% en 1997-1998. Cette contraction dans le rythme d'évolution est imputable à la baisse de la consommation des Administrations Publiques. La consommation des ménages a pour sa part maintenu sa tendance haussière bénéficiant de l'augmentation des revenus à la faveur de l'ajustement des salaires des fonctionnaires et de l'accroissement des transferts sans contreparties provenant de l'extérieur. L'investissement, l'autre composante de la demande interne a connu également une relative diminution de son rythme de croissance. De 7.4% en 1997-1998, le taux de croissance à prix constant est

tombré à 6,8 %, mettant ainsi en évidence le ralentissement des investissements du secteur privé vu que les dépenses publiques orientées vers le domaine des infrastructures continuent de progresser. Les investissements financés par le trésor public ont totalisé 1453 millions de gourdes pour cet exercice. Le pourcentage de ces investissements dans la valeur totale est donc passé de 12,6% à 16,3%. Ce pourcentage, par rapport au PIB, s'est établi à 13,8% contre 12,9% l'année précédente (en valeur courante) et à 18,9% contre 18,1% (en valeur constante).

La demande extérieure a été moins vigoureuse comparativement à l'année 1997-1998. La croissance des exportations haïtiennes a fléchi tant en volume qu'en valeur accusant ainsi des taux d'augmentation en volume de seulement 5,4% contre 21,8%, et en valeur de 15,6% contre 31,7%. L'exercice précédent Le rétrécissement des exportations de produits agricoles a neutralisé les bons résultats notés au niveau de la sous-traitance. Au premier semestre les exportations haïtiennes vers les Etats Unis avaient chuté de 5,5% à cause des effets du cyclone Georges et du ralentissement du rythme des affaires en relation avec la situation socio politique. Sans le renversement de tendance du second semestre, le volume des ventes à l'extérieur aurait accusé une évolution négative.

Parallèlement, les importations de biens et de services ont augmenté en volume de 6,2% c'est à dire à un rythme plus élevé que celui des exportations ce qui implique une accentuation du solde déficitaire de la balance commerciale.

Perspectives économiques préoccupantes

Les résultats économiques de cette année témoignent une fois de plus de l'incapacité de l'économie haïtienne à maintenir une croissance continue et régulière. Depuis environ trois ans, on a assisté à une évolution en dent de scie de la croissance économique alternant des bons et de moins bons résultats, alors que la population continue de croître.

... à stabilité politique et sociale nécessaire

OFFRE ET DEMANDE GLOBALES (En millions de Gourdes courantes)

	1994-95	1995-96	1996-97*	1997-98**	1998-99***
PIB	35265	42744	51578	59055	67288
Importations	11634	13258	13968	16883	19460
Offre Globale	46899	56002	65546	75938	86749
Consommation	38187	44445	53194	60543	68808
Investissement	4867	6279	6432	7596	8924
Exportations	3845	5278	5920	7799	9017
Demande Globale	46899	56002	65546	75938	86749

En millions de Gdes de 1975/76

	1994-95	1995-96	1996-97*	1997-98**	1998-99***
PIB	4334	4451	4511	4652	4762
Importations	3332	3434	3572	4068	4320
Offre Globale	7666	7885	8084	8721	9082
Consommation	5843	5701	5830	6091	6299
Investissement	811	799	787	845	902
Exportations	1011	1385	1465	1785	1880
Demande Globale	7666	7885	8084	8721	9082

Source: Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)
Note: *Semi-définitifs **Provisoires ***Estimations

au développement des investissements dans les secteurs porteurs de l'économie tarde à se mettre en place. La crise politique actuelle constitue un élément de blocage pour des initiatives privées

qui, généralement, sont déterminantes pour la croissance économique et la création d'emplois durables, générateurs de revenus.

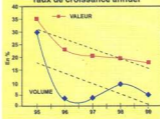
NORMES ET CONCEPTS

PRODUCTION ET VALEUR AJOUTÉE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

La production des Administrations Publiques est considérée en Comptabilité Nationale comme non marchande, étant donné que cette production n'est pas destinée à être vendue sur le marché mais de préférence, à être distribuée gratuitement ou à un prix inférieur au coût de production. Elle est par conséquent mesurée à partir des coûts encourus pour sa réalisation.

La valeur ajoutée correspond alors à la masse de salaires versés aux fonctionnaires. Pour passer de prix courant à prix constant on déflate le salaire nominal par un indice de salaires moyen ou à défaut d'un tel déflateur on extrapole la valeur ajoutée de l'année de base par l'indice du nombre de fonctionnaires.

OFFRE ET DEMANDE GLOBALES Taux de croissance annuel



INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE

Rue Joseph Janvier, # 1
Tél: 23-1011, 22-5251,
21-5812, 21-5801, 23-8465
Fax: (509) 22-2669
E-mail: ihsi@rehred-haiti.net